

## **Les grands axes de l'engagement de l'Eglise catholique du Congo pour la justice, la paix et la réconciliation**

Après son implantation par les missionnaires occidentaux, l'Eglise catholique au Congo belge s'est illustrée à l'aube de l'indépendance, par la préparation de l'élite et l'accompagnement des aspirations du peuple congolais à accéder à l'autonomie et à la souveraineté nationale.

Après l'indépendance du Congo en 1960, l'Eglise tout en poursuivant son engagement traditionnel dans les domaines de l'éducation, de la formation humaine, des œuvres de développement et de la santé, s'illustra par l'encadrement du peuple lors de la rébellion muleliste qui a conduit certains de ces enfants au martyre.

Les années 90 coïncident avec les bouleversements de la donne géostratégique mondiale marquée par la chute du mur de Berlin et l'avènement de la démocratie en Afrique. Préoccupée par le déclenchement de la rébellion à l'Est du pays en octobre 1996, l'Eglise catholique prit position pour dire « Non à la guerre, oui pour la paix et la justice » car pour elle, rien ne se résout par la violence, qui au contraire, augmente la souffrance et la misère des plus pauvres.

Les différents documents publiés par les évêques de la RDC, se font clairement l'écho de leurs convictions : oui à la paix, oui à l'unité nationale, oui au respect de la vie et de la dignité de la personne humaine créée à l'image de Dieu, oui à la réconciliation nationale, oui à l'Etat de droit par les élections libres, transparentes et démocratiques, oui à la reconstruction nationale, oui aux valeurs démocratiques, morales et spirituelles qui font la valeur des Nations civilisées.

Par contre, les évêques insistent pour dire : non à la balkanisation du pays, non à la violence, non aux pillages des ressources naturelles du pays, non à la guerre, non aux anti-valeurs. Pour concrétiser cette option pour la Paix et contre la Guerre, l'Eglise catholique du Congo, par l'entremise de sa Commission Episcopale Justice et Paix a mis sur pieds (depuis 2006) un programme dénommé « **Edification de la Paix** ».

Et, dans le cadre de ce programme, une campagne appelée « **Paix aux Grands Lacs** » a été lancée depuis décembre 2013. En partenariat avec l'Eglise Anglicane de la RDC, du Rwanda et du Burundi, cette campagne vise à proposer des alternatives positives pour une paix durable dans la Sous-région des Grands Lacs.

En effet, les pasteurs de ces deux communautés de foi tout en se réjouissant de l'effort collectif pour la paix dans chaque pays de la Sous-région des Grands Lacs, reconnaissent que la paix obtenue au bout du canon ou des tractations diplomatiques n'est pas suffisante pour asseoir dans la durabilité la paix entre les peuples. La consolidation des acquis en matière de paix requiert également en complément la guérison des cœurs blessés, le rapprochement des communautés, la culture du pardon demandé, donné et reçu, son enracinement dans des mœurs à la fois au niveau communautaire et institutionnel.

Un autre axe de l'engagement de l'Eglise catholique en RD Congo est le domaine de l'éducation civique et électorale. Après la période des guerres (1996-2003) qui a secoué le pays, l'épiscopat congolais, soucieux de l'établissement par voie pacifique, d'un Etat de droit en RD Congo, a adopté le principe de la formation civique comme option fondamentale pour accompagner le peuple congolais vers les élections démocratiques.

Pour concrétiser cette option, l'Eglise catholique a lancé un vaste programme d'éducation civique et électorale lors des premières élections organisées en 2006 puis, lors des élections de 2011 avec l'une des plus importantes missions d'observation électorale du pays. Selon la Constitution de la RDC, le Président de la République est élu au suffrage universel pour un mandat de 5 ans renouvelable une seule fois. Ainsi, en décembre 2016, le Président en exercice devait organiser les élections pour assurer une alternance pacifique. Dès le début de 2016, les esprits des citoyens congolais commençaient à se chauffer car, le Président sortant ne donnait aucune garantie de quitter le pouvoir. C'est ainsi que le pays est entré dans une période de grave crise politique avec des manifestations pacifiques mais brutalement réprimées par les forces de l'ordre.

Sous la pression de la rue et de la Communauté Internationale, le Président Kabila tente alors d'amorcer la crise en convoquant un dialogue national sous la

modération d'un ancien secrétaire général de l'Union Africaine ; Monsieur Eden Kodjo. Ce dialogue, ayant été boycotté par une grande majorité de l'Opposition politique, ne parvint pas à régler la crise par manque de consensus.

Durant toute cette période de crise, l'Eglise catholique menait des concertations informelles en vue de pousser la Majorité présidentielle et l'Opposition à se mettre à table pour sortir le pays d'une crise qui risquait de provoquer son implosion. C'est dans ce contexte qu'au début de décembre 2016, le Président de la République demande officiellement à la Conférence épiscopale du Congo d'assurer une mission des bons offices pour une sortie pacifique de crise.

Après plusieurs semaines de tractations entre les délégués de la Majorité présidentielle, de l'Opposition et de la Société civile sous la médiation de la CENCO, un compromis politique est signé dans la nuit du 31 décembre 2016 au siège de la Conférence épiscopale du Congo. Cet accord politique global et inclusif avait suscité beaucoup d'espoir pour les Congolais car il visait à rétablir le pacte républicain et une paix durable. Ce compromis politique avait quelques points essentiels :

- Pas de changement ou de modification de la Constitution pendant la transition ;
- Le Président de la République en fonction ne peut pas briguer un troisième mandat ;
- Aucun referendum ne peut être organisé durant la transition ;
- Les élections présidentielles, législatives nationales et provinciales seront organisées en une séquence ;
- Des mesures de décrispation politique devraient être prises, à savoir : libération des prisonniers politiques et d'opinion, retour des exilés et réfugiés politiques, arrêt des poursuites judiciaires injustifiées de certains membres de l'Opposition.

Malheureusement, une année et demie après la signature de cet accord, plusieurs recommandations restent sans suite et, le pays ne fait que s'enfoncer dans une crise politique qui a des conséquences économiques, sociales et humanitaires. Fidèle à sa mission de réconciliation, l'Eglise du Congo continue à rappeler au

Congolais la nécessité de construire ensemble une société meilleure pour tous, une société basée : sur le devoir pour les citoyens de participer au devenir de leur pays ; sur la juste perception des droits et devoirs des personnes en fonction du bien commun ; sur la distribution équitable des biens et des responsabilités ; sur la solidarité entre les différentes provinces du pays.

En effet, l'un de grands défis de l'Eglise de la RD Congo est incontestablement la situation de pauvreté, de précarité dans laquelle vit la population. Cette pauvreté est accentuée par les conflits armés récurrents, le déplacement massif des populations, la présence des groupes armés surtout dans la partie Est du pays, la corruption toujours grandissante et la mauvaise gestion de la chose publique. Face à cette situation de détresse, l'Eglise du Congo apporte sa petite contribution avec plus de 40% de l'offre de services de soin de santé à travers tout le pays, avec l'accompagnement des structures locales d'autopromotion de développement agricole et de sécurité alimentaire. Et, depuis juin 2016, la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) a lancé officiellement les activités de sa société de micro-finance dénommée Institution financière pour les œuvres de développement (IFOD). Cette œuvre de l'Eglise catholique du Congo a pour mission d'offrir des services bancaires de proximité.

**Pour conclure**, on peut dire que l'engagement de l'Eglise catholique de la RDC en matière de la paix, de la justice, de la réconciliation et de développement est un devoir et une obligation de charité évangélique qui caractérise l'action pastorale de l'Episcopat congolais. A chaque étape importante de la vie nationale, les évêques ne manquent pas d'intervenir en faveur du peuple de Dieu avec qui ils partagent les espoirs, les joies et les peines. A travers de nombreuses déclarations, exhortations et lettres pastorales, ils dénoncent les situations d'injustice ainsi que les déviations du système politique et prônent l'émergence d'un Congo nouveau fondé sur la Fraternité, la Paix, la Résolution pacifique de conflits et le Développement pour tous.

**Père Clément MAKIOBO**

**Secrétaire Exécutif de la Commission Episcopale Justice et Paix/CENCO**